

Pour une gestion publique de l'eau

Réunion publique avec le député Gabriel Amard à Tarare

Le projet politique de La France Insoumise est d'aboutir à l'harmonie entre les êtres humains eux-mêmes et avec la Nature. La composante de l'eau potable est un élément central de notre vision car elle est vitale et concourt à la dignité humaine. Aussi, nous agissons pour que sa gestion ne soit pas confiée aux entreprises privées dont l'objectif est de faire du profit en faisant de l'eau une marchandise. L'eau doit être un bien commun de l'humanité.

En France, des communes ont déjà franchi le pas : 43 % de la population française, soit 28 millions d'habitantes, bénéficient d'une gestion publique de l'eau potable. Si la gestion privée concerne moins de contrats, elle couvre pourtant plus de monde car les multinationales, comme Veolia, Suez ou Saur, s'intéressent surtout aux zones urbaines où les chiffres d'affaires sont plus importants. A Tarare et dans les communes avoisinantes, la gestion de l'eau est confiée au Syndicat Mixte des Eaux de la Région de Tarare (SMERT) qui opère en délégation de services publics au bénéfice de la multinationale Veolia. La gestion de l'eau potable par des entreprises privées génère des frais supplémentaires pour les usagers : marges commerciales, publicité, marketing, rémunération des actionnaires. Ainsi, le délégataire Veolia a fait passer le montant de son dividende de 0,5€ en 2019 à 1,25€ en 2023 par action, soit une augmentation de 150%. Dans le même temps, entre 2023 et 2024, Veolia a augmenté de 11% le tarif de l'eau potable dans la zone du SMERT !

Sur le territoire de la 8^e circonscription du Rhône, il y a peu de régies publiques de l'eau, comme à L'Arbresle et à Chessy-les-Mines. Pourtant ces communes démontrent qu'il est possible d'offrir un service de qualité et efficace pour les usagers. À périmètre identique d'intervention, la gestion publique est en moyenne 25 % moins chère que la gestion privée.

Dans le cadre des prochaines élections municipales de 2026, il est important que les citoyens s'emparent de cette question essentielle, surtout dans un contexte où l'eau potable et son accès sont menacés par le dérèglement climatique et les sécheresses qui en découlent sous nos latitudes. animateur du combat pour la gestion publique de l'eau, le député de la France Insoumise Gabriel Amard nous partagera les moyens pour arriver à une gestion publique de l'eau. Il sera ainsi présent au Zénith de Tarare, 12 allée de l'Europe, le mercredi 19 mars à 19h et nous invitons toutes les citoyennes à venir discuter et débattre des possibilités qu'offre une gestion publique de l'eau dans leur commune.

La coordination des groupes d'action de La France Insoumise de la 8^e circonscription du Rhône